

**LAVROV L'A CLAIREMENT AFFIRMÉ HIER****Moscou veut fermer la frontière syro-turque**

**Le ministre russe des Affaires étrangères, Serguei Lavrov, a demandé hier la fermeture de la frontière turco-syrienne afin de couper les voies d'approvisionnement des terroristes, y compris par le biais de convois humanitaires.**

«Une tâche très spéciale consiste à couper l'approvisionnement des terroristes à partir de l'extérieur. Pour y parvenir, il est important de fermer la frontière entre la Syrie et la Turquie, car à travers elle, ces gangs reçoivent des armes, y compris par le biais de convois humanitaires», a déclaré M. Lavrov devant le Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU à Genève.

«Il n'y a pas de place pour les terroristes et les extrémistes, ni dans les accords de cessez-le-feu, ni dans un processus de règlement politique» en Syrie, a-t-il affirmé.

Le chef de la diplomatie russe a souligné qu'une «défaite massive de l'organisation autoproclamée Etat islamique (Daesh) et du Front Al-Nosra (branche syrienne d'Al-Qaïda) est une condition préalable et nécessaire pour préserver les droits de la population syrienne qui

a trop souffert». «Améliorer la situation humanitaire en Syrie est l'une des priorités clés de l'ONU, a-t-il poursuivi. Toutefois, la résolution des problèmes humanitaires et la restauration du pays détruit par la guerre ne seront possibles que grâce au maintien d'un cessez-le-feu durable et à la mise en place d'un dialogue intersyrien sur l'avenir du pays, qui doit être décidé par les Syriens eux-mêmes, sans ingérence extérieure».

Lundi, des équipes de l'ONU ont livré de l'aide à l'une des villes assiégées de Syrie, pour la première fois depuis le début de la trêve entre régime et rebelles, généralement respectée malgré quelques accusations de violation.

L'accord de cessation des hostilités a été négocié et conclu, avec le soutien de l'ONU, par Moscou et Washington.

A ce propos, le président syrien Bachar Al-Assad promet de faire



Serguei Lavrov, ministre russe des AE.

en sorte que la trêve entrée en vigueur samedi «fonctionne», dans une interview à la télévision publique allemande dont des extraits ont été publiés mardi.

«Nous ferons ce qui dépend de nous pour que tout cela fonctionne», a déclaré M. Al-Assad, dans son interview qui devait être diffu-

sée dans son intégralité hier soir.

Pour prouver sa bonne volonté, il propose «un retour à la vie civile» aux groupes de l'opposition armée qui déposent les armes en leur accordant «une amnistie complète».

«La chose la plus importante pour moi, légalement et constitu-

tionnellement, en me fondant sur l'intérêt du peuple syrien et les principes qui régissent tout Etat, c'est que l'on n'est pas autorisé en tant que citoyen à détenir des armes à feu et à porter atteinte aux gens ou aux biens», a insisté M. Al Assad.

S'agissant de la trêve, «les terroristes l'ont rompue dès la première heure», a dit M. Al Assad, ajoutant que «l'armée syrienne s'est abstenue de toutes représailles pour maintenir les chances de survie de l'accord».

«Tout a ses limites. Cela dépend de l'autre camp», a-t-il cependant mis en garde.

Dans cette interview, il qualifie de «désastre humanitaire» la situation de la population syrienne, contestant que «ses troupes empêchent la livraison de vivres ou de médicaments dans les zones contrôlées par l'opposition».

«Comment pourrions-nous priver ces zones de vivres alors que nous ne parvenons pas à empêcher l'approvisionnement en armes ?», a-t-il dit.

**IRAK****Lancement d'une vaste opération sécuritaire au nord de Baghdad**

Une vaste offensive sécuritaire a été lancée hier dans le nord de la capitale irakienne Baghdad, en vue de reprendre le contrôle des zones tombées aux mains du groupe terroriste autoproclamé «Etat islamique» (Daesh), ont indiqué des responsables. Des forces du contre-terrorisme, des soldats, des policiers et des groupes paramilitaires alliés, ont pris part à cette opération, soutenue par l'aviation irakienne et celle de la coalition internationale dirigée par les Etats-Unis, a annoncé le Commandement conjoint des opérations. Selon un colonel de l'armée, plus de 7 000 membres du personnel de sécurité participeront à l'opération, qui vise à reprendre des zones à l'ouest de la ville de Samarra. Les zones ciblées, qui d'après le colonel vont de Samarra à la ville de Baiji, 130 km plus au nord, forment un axe stratégique reliant les territoires contrôlés par Daesh autour de Mossoul (principal bastion), à des régions plus au sud. L'Irak est actuellement confronté à une vague de violence depuis que le groupe terroriste Daesh a pris le contrôle de certaines parties des régions du nord et de l'ouest de l'Irak en juin 2014. Un rapport de l'ONU estime que plus de 22 300 personnes ont été tuées ou blessées dans les conflits armés en Irak en 2015.

**PAKISTAN****Deux Pakistanais du consulat américain de Peshawar tués dans une explosion**

Au moins deux employés pakistanais du consulat américain de Peshawar ont été tués dans l'explosion d'un engin artisanal lors d'une mission antidroque à l'extérieur de cette ville du nord-ouest du Pakistan, a annoncé mardi le secrétaire d'Etat John Kerry. «Ce matin, je me suis réveillé en apprenant que nous avions perdu deux employés locaux à Peshawar qui travaillaient avec notre consulat là-bas et qui étaient allés éradiquer des champs de narcotiques», a relaté M. Kerry, en marge d'un discours préparé et très général sur la lutte internationale contre l'islamisme radical et le terrorisme. «Un engin explosif artisanal (IED) a explosé et on a perdu plusieurs personnes. Quelques soldats qui les protégeaient également», a ajouté le chef de la diplomatie américaine, sans être plus précis sur le nombre de victimes tuées et blessées. Le département d'Etat n'était pas en mesure de fournir davantage de détails dans l'immédiat.

Peshawar, la grande ville du nord-ouest pakistanais, avait fait la Une de l'actualité mondiale en décembre 2014 lorsque des talibans avaient massacré au moins 150 personnes dans une école, provoquant une intensification de l'offensive anti-islamiste de l'armée pakistanaise.

**TUNISIE****Quatre terroristes abattus lors d'une opération de sécurité**

**Quatre terroristes ont été tués lors d'une opération menée par les forces de sécurité dans le centre de la Tunisie, pays en proie à une recrudescence d'attaques islamistes, a indiqué hier le ministère de l'Intérieur.**

«Des unités spéciales de la Garde nationale (gendarmerie, ndr) chargées de la lutte contre le terrorisme ont abattu dans la nuit (de lundi à mardi) quatre terroristes dans la région d'Aïn Jaffel», a affirmé à l'AFP le porte-parole du ministère, Yasser Messbah. Dans un communiqué, le ministère a annoncé la

fin de cette opération vers 12h 00 et la saisie d'«une kalachnikov, d'une grande quantité de détonateurs (...) et de munitions», ainsi que d'une grenade artisanale et des téléphones portables.

Près de cette région, un terroriste a été tué le 22 février lors d'un échange de tirs avec l'armée sur le mont Mghilla, voisin du mont Chaambi qui est considéré comme la principale base arrière du maquis islamiste, à la frontière algérienne. Trois autres terroristes ont été abattus début février lors d'une opération antiterroriste dans la zone montagneuse de Tounine, près de la ville de Gabès (sud). Depuis 2011, la Tunisie fait face à un essor de la mouvance terroriste dont les attaques ont coûté la

vie à des dizaines de policiers, de militaires et de touristes. Plusieurs de ces attaques ont été revendiquées par un groupe lié à Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) mais les trois attentats majeurs qui ont tué en 2015 un total de 72 personnes, dont 59 touristes étrangers, ont été revendiqués par le groupe Etat islamique (Daesh).

Plus de 5 500 Tunisiens, en majorité âgés de 18 à 35 ans, ont rejoint des Organisationterroristes à l'étranger, notamment en Syrie, en Irak et en Libye, selon le groupe de travail de l'ONU sur l'utilisation de mercenaires. Ce nombre est «l'un des plus élevés parmi ceux qui voyagent pour rejoindre les conflits».

**COOPÉRATION MILITAIRE****Le porte-avions français Charles-de-Gaulle va participer à des manœuvres avec l'Égypte**

**Le porte-avions français Charles-de-Gaulle et son groupe aéronaval, qui ont quitté le Golfe et se dirigent vers la Méditerranée, vont participer «dans les jours qui viennent» à des exercices conjoints avec l'armée égyptienne, a indiqué hier à Paris l'état-major des armées françaises.**

Le porte-avions et les six navires qui l'accompagnent (quatre frégates, un sous-marin, un navire de ravitaillement et de commandement) prendra part, dès son arrivée en Méditerranée, à des manœuvres baptisées «Ramsès 2016» avec la Marine égyptienne.

Elles sont destinées à «échanger notre expertise

avec l'armée égyptienne, dans le cadre de notre coopération régulière avec l'un de nos principaux partenaires au Moyen-Orient», a précisé l'état-major français.

Le Charles-de-Gaulle avait pris le 19 décembre, dans le Golfe, le commandement de la composante maritime de la coalition internationale qui lutte contre le

groupe Daesh en Syrie et en Irak. Dans ce cadre, ses avions ont effectué durant cette période de deux mois «370 sorties et 80 frappes», selon le ministère de la Défense.

Les manœuvres franco-égyptiennes surviennent alors que l'emprise du groupe Daesh en Libye, pays frontalier de l'Égypte, suscite l'inquiétude croissante des Occidentaux.

Fin 2015, la France avait reconnu avoir mené des opérations de renseignement au-dessus de la Libye avec des avions du porte-avions Charles-de-Gaulle

lorsque ce dernier faisait route en novembre vers l'est de la Méditerranée.

L'Égypte et la France ont récemment intensifié leur coopération militaire, avec l'achat par Le Caire de notamment 24 avions de combat Rafale, dont les premiers ont été livrés, d'une frégate multimissions de type FREMM et de deux navires Mistral.

Ces navires avaient été initialement été vendus à la Russie, mais le contrat avait été annulé par Paris en raison de l'implication de Moscou dans la crise ukrainienne.